



Photo : afp

Sarath Fonseka et le président Mahinda Rajapakse, en octobre 2009. Le général aurait pu faire des révélations sur des proches du président.

# Cour martiale pour l'opposition

**SRI LANKA** Le Parlement a été dissous hier, tandis que la présidence annonçait que l'ex-chef des armées, candidat de l'opposition, serait traduit en cour martiale.

**Les autorités sri-lankaises ont annoncé hier la dissolution du Parlement. Elles traduisent aussi en cour martiale le candidat malheureux de l'opposition à la présidentielle, l'ancien chef des armées Sarath Fonseka, pour conspiration contre le gouvernement.**

Le président sri-lankais, Mahinda Rajapakse, réélu en janvier avec une confortable majorité, a signé hier un décret de dissolution de l'Assemblée nationale, ouvrant la voie à des élections législatives deux mois avant la date prévue. «C'est à présent au responsable de la Commission électorale de décider des dates des élections législatives», a déclaré Lucien Rajakarunanayake, porte-parole de la présidence. Selon des sources officielles, le scrutin pourrait avoir lieu le 8 avril et la session inaugurale du nouveau Parlement, le 22 avril.

La dissolution du Parlement est survenue peu après l'annonce par le

ministère de la Défense que Sarath Fonseka, arrêté lundi à Colombo, serait traduit devant une cour martiale pour «avoir conspiré» avec des membres de l'opposition contre le gouvernement en dépit de sa démission de l'armée en novembre. Dans un bref communiqué sur son site internet, le ministère de la Défense a indiqué que Sarath Fonseka, 59 ans, serait jugé pour «des actes frauduleux et d'autres infractions militaires».

## Mise en cause du frère du président

«Il est accusé principalement d'avoir lancé une action avec des dirigeants et des partis politiques contre le gouvernement», a déclaré le porte-parole du ministère de la Défense, Keheliya Rambukwella, ajoutant qu'il pourrait être jugé pour trahison. «Cela pourrait être l'un des actes d'accusation», a-t-il répondu à une question.

Battu par le président sortant, Mahinda Rajapakse, élu avec 57,9% des voix le 26 janvier, Sarath Fonseka, avait conduit l'armée à une victoire décisive en mai dernier contre les rebelles séparatistes tamouls. Il avait déclaré à la presse avant son arrestation lundi que plus d'une cinquantaine de ses collaborateurs avaient été arrêtés et que les autorités voulaient ainsi l'empêcher de rassembler des preuves appuyant ses accusations de fraude électorale.

Début février, le président Rajapakse avait limogé une dizaine de hauts gradés de l'armée par crainte d'un putsch.

Le gouvernement pourrait également être inquiet de la volonté du général de témoigner sur d'éventuels crimes de guerre commis pendant le conflit avec les Tamouls. «Je ne suis pas prêt à protéger qui que ce soit qui ait commis des crimes de guerre», avait déclaré avant son arrestation le général Fonseka, seul général quatre étoiles de l'armée.

Colombo s'est montré sourd aux appels de la communauté internationale à ouvrir une enquête à la suite d'accusations selon lesquelles l'ordre aurait été donné de tirer sur les chefs des rebelles tamouls après leur reddition. Le gouvernement sri-lankais avait refusé que le général soit auditionné et craignait que son témoignage ne mette en cause le secrétaire à la Défense, Gotabhaya Rajapakse, frère du président actuel.

L'arrestation du général Fonseka a suscité lundi l'«inquiétude» de Washington. Philip Crowley, porte-parole du département d'État, a appelé le gouvernement de Colombo à «travailler à combler les fissures au sein de la société».

L'ex-médiateur du conflit au Sri Lanka, le Norvégien Erik Solheim, s'est également déclaré «très inquiet», estimant que cette arrestation aurait «des conséquences sur les possibilités de progresser vers une stabilisation politique durable».

## Enrichissement et gesticulation

**IRAN** L'Iran a lancé hier la production d'uranium hautement enrichi, malgré les protestations des puissances occidentales qui ont brandi la menace de nouvelles sanctions. Il a dans le même temps assuré que la porte restait ouverte pour un échange de combustible avec le groupe des Six (États-Unis, Russie, Chine, France, Grande-Bretagne, Allemagne) si ses «demandes sont prises en compte». Téhéran affirme avoir lancé cette procédure en raison du blocage des discussions sur la fourniture à l'Iran du combustible pour son réacteur de recherche médicale.

L'annonce iranienne a suscité un tollé parmi les puissances occidentales qui soupçonnent Téhéran de vouloir se doter de l'arme nucléaire sous couvert de son programme civil, ce que dément l'Iran. Les États-Unis ont estimé que la communauté internationale faisait des progrès «assez rapides» vers l'imposition de nouvelles sanctions contre l'Iran. L'Union européenne a réitéré la menace de prendre «les mesures nécessaires» le cas échéant.

Même la Russie, considérée comme un allié de l'Iran, a estimé que la décision iranienne soulevait des «doutes» sur ses ambitions nucléaires. En revanche, la Chine a plaidé pour la recherche d'un «consensus».

## MAROC

### Dialogue

Responsables politiques et professionnels ont, pour la première fois au Maroc, engagé un «dialogue» au Parlement sur «les médias et les attentes du citoyen», une initiative qui fait suite à plusieurs mois de tension, des journalistes ayant été emprisonnés et des journaux fermés.

## HAÏTI

### Médicaments payants

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a suspendu hier la fourniture de médicaments gratuits aux cliniques privées et aux ONG à Haïti, après des informations indiquant que certains patients devaient payer pour en bénéficier.

## PAROLE DU SUD

# «Donner aux jeunes l'envie de rester au pays!»

Chaque mois, SOS Faim-Action pour le développement relaie le travail de ses partenaires africains qui œuvrent dans les domaines de la microfinance et de la souveraineté alimentaire.



**Développer l'agriculture familiale, c'est répondre non seulement aux besoins alimentaires des paysans, mais aussi améliorer les revenus des populations rurales et limiter l'exode rural. Au Sénégal, la Fédération des organisations non gouvernementales du Sénégal (FONGS) a parfaitement intégré ces enjeux dans les programmes qu'elle met en œuvre.**

La bande littorale au nord de Dakar appelée «Niayes» est le jardin maraîcher du Sénégal. Tous les légumes frais consommés dans les grandes villes en proviennent. Malheureusement, en plus d'une forte pression démographique et de l'urbanisation qu'elle entraîne, cette zone connaît une détérioration croissante de ses sols en raison de la pollution de sa nappe phréatique et de la salinisation consécutive à la montée du niveau de la mer.

Cette bande côtière, c'est aussi une

ouverture immédiate sur la mer et sur le rêve de l'eldorado, de l'autre côté de l'horizon. Ils sont nombreux, les jeunes Sénégalais, à embarquer chaque mois sur des pirogues pour tenter de franchir la distance qui les sépare de l'Europe...

Mme Gueye y a perdu l'un de ses deux fils. Après ce grand malheur, elle a entendu parler d'un programme de financement rural. Elle s'y est accrochée, déterminée à tout mettre en œuvre pour passer à son second fils l'envie de tenter le sort à son tour. En souscrivant un crédit pour équiper son terrain d'une moto-pompe, elle a pu améliorer les conditions de travail et augmenter les rendements de ses parcelles qui ne lui permettaient plus de s'en sortir.

Ce happy end nous a été rapporté par Mass Gning, membre du Comité d'exécution technique et de suivi du FAIR (Fonds d'appui aux initiatives rurales). «Sur ce terrain rural, dé-

laissé par les banques classiques, nous réussissons à financer des investissements productifs. Nos mécanismes et procédures diffèrent de ceux des structures classiques, car nous travaillons entre clients-proprétaires des fonds et accompagnons les sociétaires depuis l'idée jusqu'à la mise en œuvre des projets.»

## Interpeller le gouvernement

Soutenue par SOS Faim, cette initiative émane d'un mouvement paysan autonome, FONGS, qui existe depuis 1976. Il compte aujourd'hui plus de 150 000 membres actifs regroupés dans 32 associations paysannes de dimensions variées et réparties sur l'ensemble du pays et touche plus de deux millions de personnes dont 65% de femmes. Également responsable du Finan-

cement rural à la FONGS, M. Gning se félicite des résultats enregistrés par le FAIR : «Quatre-vingt-treize projets ont été financés sur quatre cycles de crédits d'investissement, inscrit sur du moyen et long terme dans le monde rural. Cela a d'ores et déjà permis d'accroître le taux de couverture alimentaire.»

À travers le FAIR Sénégal, la FONGS intensifie sa promotion de l'exploitation familiale rurale et la défense des petits producteurs. Si son action sur le terrain est primordiale, elle assume également un rôle d'interpellation du gouvernement : «Il nous faut des politiques définies avec les populations et non des politiques déclarées pour elles mais élaborées en dehors d'elle!»

Sur ce volet aussi, la FONGS enregistre des succès : elle a été l'un des principaux artisans du mouvement

paysan sénégalais qui a fait du lobbying pour que soit promulguée en 2004 la loi agro-sylvo-pastorale. Celle-ci annonce que l'État du Sénégal décide de faire de «l'agriculture un moteur de la croissance de l'économie».

Ces victoires renforcent la légitimité de la FONGS qui met au point des stratégies adaptées aux nouveaux défis : le changement climatique et la productivité de l'exploitation familiale deviennent les deux axes centraux du nouveau programme.

Tous les sociétaires de la FONGS vous le diront : c'est moins la peur ou le renvoi à l'arrivée en Europe que l'amélioration des conditions d'existence qui est en mesure de retenir les jeunes au pays!

Marine Lefebvre

www.sosfaim.lu